



RAPPORT
DU
COMITÉ DES CONTRIBUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 11 (A/8011)

NATIONS UNIES

✓

RAPPORT
DU
COMITÉ DES CONTRIBUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 11 (A/8011)



NATIONS UNIES

New York, 1970

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. Composition du Comité	1 - 3	1
II. Mandat	4	1
III. Renseignements statistiques	5 - 9	2
IV. Révision du barème des quotes-parts	10 - 36	4
V. Conclusion	37 - 40	13
VI. Autres questions examinées par le Comité	41 - 52	18
VII. Recommandations du Comité des contributions	53	21

ANNEXE

Mandat du Comité	26
------------------------	----

I. COMPOSITION DU COMITE

1. La trentième session du Comité des contributions s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 20 avril au 14 mai 1970. Etaient présents les membres suivants :

Syed Amjad Ali
M. M. Fakhreddine
M. S. M. Finger
M. F. Nouredin Kia
M. S. Meyer Picón
M. S. Raczkowski
M. J. I. M. Rhodes
M. D. Silveira da Mota
M. M. Viaud
M. A. V. Zakharov
M. A. Zodda

2. M. T. Idzumbuir, qui est également membre du Comité, n'a pas pu assister à cette session. Il a demandé que M. B. Louya soit autorisé à le représenter. Le Comité a fait droit à cette demande, étant entendu que le membre suppléant resterait en consultation avec le membre qu'il représentait. Le Comité a souligné combien il était important que les membres élus assistent aux sessions.

3. Le Comité a réélu Syed Amjad Ali président et M. Kia vice-président.

II. MANDAT

4. L'Assemblée générale, par sa résolution 2291 (XXII) du 8 décembre 1967, a chargé le Comité des contributions de revoir le barème des quotes-parts en 1970 et de soumettre un rapport à l'Assemblée pour qu'elle l'examine à sa vingt-cinquième session. Pour revoir le barème des quotes-parts, le Comité a appliqué les dispositions de son mandat initial, adopté par l'Assemblée générale le 13 février 1946 (résolution 14 A (I), par. 3), ainsi que les directives complémentaires qui lui ont été données par l'Assemblée générale dans les résolutions 238 A (III) du 18 novembre 1948, 665 (VII) du 5 décembre 1952, 876 A (IX) du 4 décembre 1954, 1137 (XII) du 14 octobre 1957, 1927 (XVIII) du 11 décembre 1963 et 2118 (XX) du 21 décembre 1965. Ce mandat et ces directives sont reproduits dans l'annexe au présent rapport. Comme la Cinquième Commission 1/ l'avait recommandé à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, le Comité a aussi dûment tenu compte des délibérations de la Cinquième Commission sur le rapport du Comité des contributions 2/.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/7816, par. 15.

2/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 11 (A/7611 et Corr.1 et Add.1).

III. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

5. A la huitième session de l'Assemblée générale, la Cinquième Commission a décidé que les Etats Membres devraient être informés des dates auxquelles le Comité des contributions se réunirait dès que ces dates auraient été fixées, pour que les gouvernements aient le temps de communiquer les renseignements relatifs à leur revenu national et autres afin que le Comité en tienne compte en formulant ses recommandations à l'Assemblée sur le barème des quotes-parts. Dans son rapport à l'Assemblée générale (vingt-quatrième session), le Comité des contributions avait annoncé que sa prochaine session s'ouvrirait le 4 mai 1970. Par la suite, l'ouverture de la session a été avancée au 20 avril. Le Secrétaire général, dans une communication datée du 5 février 1970, adressée aux Etats Membres et aux Etats non membres visés plus loin au paragraphe 42, a informé les gouvernements de ce changement de date et leur a demandé de faire parvenir aussitôt que possible toutes données ou tous renseignements supplémentaires utiles qu'ils souhaiteraient soumettre au Comité des contributions, pour examen. De son côté, le Bureau de statistique de l'ONU, comme il le fait habituellement, avait aussi demandé aux Etats Membres et aux Etats non membres de communiquer, à l'intention du Comité des contributions, leurs statistiques du revenu national. Le Comité des contributions a étudié avec soin les données et renseignements supplémentaires communiqués en réponse à ces demandes et les a utilisés pour procéder à la présente révision du barème des quotes-parts. Le Comité a également tenu compte des représentations que lui avaient adressées un certain nombre d'Etats Membres en communiquant des renseignements supplémentaires sur leur économie.

6. Pour établir le barème des quotes-parts pour les années 1971, 1972 et 1973, le Comité a utilisé les données de la comptabilité nationale des Etats Membres pour les années 1966, 1967 et 1968. Le Comité a noté qu'au cours des dernières années un certain nombre de pays avaient été en mesure d'améliorer et de rendre plus complètes leurs estimations relatives au produit national et de publier des estimations révisées de leur produit national fondées sur des renseignements plus adéquats; les données statistiques communiquées par les Etats Membres pour la période de base étaient donc plus complètes que pour les périodes précédentes. Le Comité a trouvé auprès des sources nationales de statistiques économiques, dans les études économiques régionales établies par les commissions économiques régionales ainsi que dans les rapports de statisticiens établis au titre des programmes de coopération technique des données précieuses qui lui ont permis d'améliorer les méthodes d'estimation pour les pays au sujet desquels il ne dispose pas encore de chiffres officiels récents. Dans les cas où il a fallu extrapoler à partir des données des années précédentes, la publication de statistiques économiques et financières de base plus détaillées a généralement permis de faire de meilleures estimations que les années précédentes. Comme il est important pour établir un barème équitable d'avoir des données aussi sûres et aussi comparables que possible pour tous les Etats Membres, ceux-ci doivent poursuivre leurs efforts pour améliorer encore les données et les transmettre à l'intention du Comité.

7. Pour améliorer la comparabilité, le Comité utilise depuis 1964 les statistiques du produit national net (aux prix du marché) pour tous les Etats Membres. Il a adopté cette nouvelle méthode principalement pour que les données fournies par les Etats Membres qui utilisent le système de comptabilité fondé sur

le produit matériel se comparent mieux avec celles que fournissent les Etats Membres qui utilisent un système de comptabilité nationale qui comprend des produits non matériels. Pour la présente étude du barème, le Comité a encore pris pour base le produit national net aux prix du marché.

8. Toutefois, comme le Comité l'a indiqué dans ses rapports précédents, indépendamment du système de comptabilité nationale utilisé, il y a divers autres facteurs institutionnels et économiques qui font que les agrégats des comptabilités nationales ne sont pas exactement comparables, qu'il s'agisse de comparer entre eux les agrégats des Etats Membres qui utilisent le système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies (SCN) ou le système fondé sur le produit matériel (CPM) ou de faire des comparaisons entre les deux systèmes. Les plus importants de ces facteurs d'ordre général sont la diversité de la structure des prix à l'intérieur d'un même Etat et les problèmes que pose la nécessité de convertir les données relatives au produit national dans une même monnaie. Le Comité était également conscient des problèmes que pose l'application de la notion de produit national aux économies des pays en voie de développement, en particulier en ce qui concerne l'inclusion dans le produit national de ce qu'on appelle le "revenu de subsistance" de la population rurale. Ces problèmes peuvent nécessiter l'inclusion dans les chiffres du produit national de ces pays d'estimations de productions non monétaires de l'économie. Tels sont certains des éléments que le Comité a examinés à sa présente session et qu'il devra continuer à étudier au cours des sessions à venir. Il reste à savoir si ces facteurs qui influent sur la comparabilité peuvent être mesurés avec une précision suffisante dans l'état actuel de la science économique. L'exercice d'une certaine liberté d'appréciation, sans qu'elle soit étayée par des mesures exactes, fera toujours partie de la tâche du Comité et c'est là quelque chose qu'il faut reconnaître.

9. Pour établir les estimations du produit national net en dollars des Etats-Unis pour 1966, 1967 et 1968, qui constituent la base des travaux du Comité, les méthodes suivantes ont été utilisées : premièrement, pour les pays qui, au cours de la période considérée, ont eu un seul taux de change officiel (pair ou voisin du pair) et une stabilité raisonnable des prix, les estimations du produit national net en prix courants ont été converties directement en dollars des Etats-Unis au taux de change officiel en vigueur. Dans le cas des pays qui ont dévalué au cours d'une année quelconque de la période considérée, le Comité a utilisé pour l'année de la dévaluation un taux qui était une moyenne entre celui d'avant et celui d'après la dévaluation en le pondérant par le nombre de jours écoulés avant et après la dévaluation. Deuxièmement, dans le groupe de pays qui emploient un système de taux de change multiples, certains ont connu une stabilité raisonnable des prix dans leur économie nationale au cours de cette période. Les estimations du produit national de ces derniers pays ont été converties en dollars des Etats-Unis à l'un des taux de change alors en vigueur. Ce taux lui-même a été choisi compte dûment tenu de divers facteurs pertinents tels que l'importance relative dudit taux dans les transactions extérieures du pays. Certains pays de cette catégorie, par contre, ont connu une forte hausse des prix. Il est apparu, toutefois, que les ajustements des taux de change dans ces pays suivaient de près, d'une manière générale, l'évolution des prix intérieurs. Il a donc été possible de choisir parmi les taux de change de chaque année un taux unique qui paraisse approprié pour convertir les estimations nationales en prix courants en dollars des Etats-Unis. Pour d'autres pays encore de cette catégorie, pour lesquels aucun

taux particulier du système de taux multiples ne semblait convenir pour la conversion des estimations nationales d'une année donnée, le Comité a pris une moyenne (pondérée ou simple) de plusieurs taux particuliers en vigueur pendant l'année; une variante du taux moyen pondéré était le rapport entre les estimations de la valeur du commerce international d'un pays donné en monnaie nationale et les mêmes estimations en dollars des Etats-Unis. Enfin pour tous les pays restants, où il n'y avait pas de rapport raisonnable entre les prix au cours de cette période et les taux de change respectifs de ces pays, le Comité a utilisé l'une des deux méthodes suivantes : a) il a converti les estimations du produit national net pour la période considérée aux "taux de change ajustés", ces derniers étant obtenus en ajustant le taux de change d'une année donnée, considéré comme représentant une approximation raisonnable du rapport entre le pouvoir d'achat des deux pays, à l'aide du rapport entre l'évolution respective des prix dans les deux pays depuis l'année de référence; b) lorsqu'une série de statistiques du produit national net était disponible en prix constants d'une année pendant laquelle un taux de change raisonnable était en vigueur, les estimations en prix constants pour la période considérée ont été converties au taux de change de l'année de référence puis transformées en estimations en prix courants compte tenu de l'évolution du pouvoir d'achat du dollar des Etats-Unis.

IV. REVISION DU BAREME DES QUOTES-PARTS

10. Comme l'Assemblée générale l'en avait prié par sa résolution 2472 B (XXIII), le Comité a examiné, à sa session de 1969, les critères qu'il applique pour établir le barème des quotes-parts ainsi que son mandat, compte tenu des débats consacrés à cette question lors des vingt-deuxième et vingt-troisième sessions de l'Assemblée générale. Le Comité a présenté à l'Assemblée générale 3/ un rapport à ce sujet pour qu'elle l'examine à sa vingt-quatrième session. A cette session, au cours des débats de la Cinquième Commission sur le rapport du Comité des contributions, "il est apparu clairement qu'il n'était pas possible, à l'heure actuelle, de parvenir à un accord général sur une modification de l'un quelconque des critères ou directives utilisés par le Comité des contributions pour l'établissement du barème" 4/. La Cinquième Commission "a recommandé au Comité des contributions de tenir dûment compte du débat qui a eu lieu sur ce point au cours de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, de poursuivre ses études concernant l'établissement du barème des quotes-parts et de faire rapport à ce sujet, selon qu'il conviendra" 5/. En conséquence, le Comité des contributions a pris en considération les opinions exprimées à la Cinquième Commission, telles qu'elles sont reproduites dans les comptes rendus analytiques des 1311ème, 1316ème, 1318ème à 1321ème et 1324ème séances de la Cinquième Commission, lorsque celle-ci a examiné le point 78 de l'ordre du jour intitulé "Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies", ainsi que les textes des propositions présentées par certaines délégations (A/C.5/L.994, 995, 997, 998 et 999) et le rapport de la Cinquième Commission sur cette question 6/.

3/ Ibid.

4/ Vingt-quatrième session, annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/7816, par. 14.

5/ Ibid., par. 15.

6/ Ibid., document A/7816.

11. Le barème des quotes-parts que le Comité devait réviser à sa présente session était de 100,16 du fait que par sa résolution 2472 (XXIII) du 21 décembre 1968, l'Assemblée générale avait décidé d'ajouter au barème qu'elle avait adopté pour les années 1968, 1969 et 1970 (résolution 2291 (XXIII) du 8 décembre 1967) les quotes-parts des quatre nouveaux Etats Membres (Guinée équatoriale, Maurice, Souaziland et Yémen du Sud) admis à l'Organisation des Nations Unies lors des vingt-deuxième et vingt-troisième sessions de l'Assemblée générale.

12. Le mandat du Comité et les divers critères pris en considération pour établir le barème des quotes-parts peuvent se récapituler comme suit :

a) Aux termes du mandat initial du Comité, adopté en 1946, les dépenses de l'Organisation seraient réparties, d'une manière générale, selon la capacité de paiement, et des évaluations comparées du revenu national étaient recommandées comme étant le critère le plus équitable. Les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour éviter des anomalies dans la répartition seraient les suivants :

- i) Le revenu comparé par habitant;
- ii) La désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale;
- iii) La mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères.

b) En donnant d'autres directives au Comité, l'Assemblée générale a :

- i) Fixé un maximum pour la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée, cette quote-part ne devant pas en principe dépasser 30 p. 100 du total des contributions des Etats Membres;
- ii) Décidé que la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne devrait dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;
- iii) Fixé à 0,04 p. 100 le taux de la contribution minimum;
- iv) Demandé qu'en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers, il soit dûment prêté attention aux pays en voie de développement.

Capacité de paiement

13. Pour mesurer la capacité relative de paiement des Etats Membres dans le barème pour les exercices 1971 à 1973 qu'il présente maintenant, le Comité, comme il l'a déjà indiqué, a utilisé la moyenne des chiffres du produit national net aux prix du marché pour les trois années 1966, 1967 et 1968. Avant de calculer le barème des quotes-parts, le Comité a examiné de manière détaillée les statistiques du revenu national qui lui avaient été communiquées pour chaque Etat Membre. Pour

de nombreux pays, des estimations officielles ont été communiquées par les gouvernements pour la période de trois ans. Dans le cas des pays au sujet desquels il n'avait pas de chiffres officiels pour les trois années de base, ou dans le cas de certains d'entre eux, le Comité a revu les méthodes d'estimation et d'extrapolation appliquées par le Secrétariat pour compiler les données. Le Comité a également examiné les taux de change utilisés pour convertir les chiffres du produit national net exprimés en monnaies nationales en une unité commune, à savoir le dollar des Etats-Unis, notamment dans le cas des pays ayant un système de taux de change multiples.

14. A sa session de 1969, le Comité a examiné l'importance économique des changements intervenant dans le produit national des Etats Membres du fait des variations des prix et des taux de change par opposition aux changements dans le volume de la production. Le Comité est revenu sur cette question à sa présente session. Il a noté que les années 1966 à 1968, qui constituent la base d'établissement des données pour le barème des quotes-parts pour les exercices 1971 à 1973, étaient des années pendant lesquelles des variations importantes des prix et des dévaluations s'étaient produites dans de nombreux pays. Dans certains cas, le fait de convertir les chiffres du produit national en dollars aux nouveaux taux de change avait contribué à éliminer en partie les effets de l'inflation intérieure sur le produit national. La gamme des changements pour les divers pays est assez étendue puisqu'elle va de ceux qui, à cause de la dévaluation, ont connu une diminution du niveau des prix exprimés en dollars jusqu'aux pays où l'inflation a été importante et n'a pas été compensée par la dévaluation.

15. Le Comité a traditionnellement utilisé pour ses travaux les statistiques du revenu national exprimées en prix courants convertis en dollars aux taux de change en vigueur 7/. Mais il a reconnu la nécessité de tenir compte de l'évolution des prix chaque fois qu'il est apparu qu'elle influait sensiblement sur le taux des contributions. Le Comité a dû exercer la faculté d'appréciation qui lui est laissée pour veiller à ce que les pays qui ont connu une hausse ou une baisse des prix relativement plus importante que d'autres pays, et qui ne se reflète pas proportionnellement dans les taux de change, ne soient pas surimposés ou sous-imposés du simple fait de ces mouvements relatifs des prix.

16. A sa session de 1969, le Comité avait décidé que, lors de la révision du barème des quotes-parts, il accorderait une attention particulière aux effets des variations sensibles des prix qui ne seraient pas reflétées dans les taux de change pour certains pays. Afin d'obtenir les éléments d'information supplémentaires dont il a besoin pour pousser plus loin l'étude de cette question, ainsi que pour disposer d'éléments plus sûrs sur lesquels asseoir son jugement à l'avenir, le Comité avait prié le Secrétariat de lui fournir, outre les statistiques du produit national en prix courants, des données relatives aux variations des prix et des taux de change pour tous les Etats Membres pour lesquels ces données sont disponibles. En conséquence, le Comité a reçu la documentation contenant les

7/ Dans ce contexte, le terme "en vigueur" s'applique aux prix et aux taux de change pour la période sur laquelle portent les statistiques de la comptabilité nationale utilisées pour établir les barèmes successifs; pour le barème des années 1968-1970, les statistiques de la comptabilité nationale de 1963-1965 ont été utilisées; pour le barème des années 1971-1973, ce sont les statistiques de la comptabilité nationale des années 1966-1968 qui ont été utilisées.

données statistiques pertinentes. Ces données montrent que, prise dans son ensemble, l'augmentation du produit national net des Etats Membres exprimé en dollars a été d'environ 26 p. 100. Les variations des prix exprimés en dollars pour tous les Etats Membres ont été estimées à 7 p. 100, encore que, comme il est indiqué plus haut, la gamme des variations des prix ait été très étendue.

17. Le Comité n'est pas parvenu à uniformiser les variations de prix pour déterminer le produit national net des Etats Membres. Néanmoins, il a utilisé l'étude du Secrétariat comme base de référence et a effectué certains ajustements du type de ceux qui sont mentionnés au paragraphe 15 ci-dessus afin d'éliminer les effets de mouvements de prix extraordinairement élevés qui se reflétaient dans les données relatives au revenu national.

18. Le Comité a noté que le Bureau de statistique effectuait une étude visant à comparer les comptabilités nationales des Etats Membres dans chaque région du monde. Un certain nombre de pays avaient été retenus à cette fin, l'idée étant que les données les concernant serviraient par la suite de données-repères pour étendre l'étude à un plus grand nombre de pays. On a émis l'opinion que cette série d'études serait précieuse pour les travaux futurs du Comité. Le Comité a noté en outre que le Bureau de statistique préparait actuellement, comme le Comité l'en avait prié dans son rapport de 1969 8/, une étude sur la possibilité d'utiliser les termes internationaux de l'échange pour l'établissement de statistiques comparées plus précises concernant la situation économique des Etats Membres, compte tenu de l'évolution des prix à l'exportation par rapport aux prix à l'importation.

i) Revenu comparé par habitant

19. Aux termes de son mandat, le Comité, en utilisant les statistiques du revenu national pour mesurer la capacité de paiement des Etats Membres est tenu de prendre en considération le facteur "revenu comparé par habitant". Un dégrèvement est accordé systématiquement compte tenu de ce facteur et, suivant la formule appliquée actuellement 9/, les Etats Membres dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars bénéficient, aux fins du calcul de leur quote-part, d'un abattement sur le chiffre du revenu national servant de base à l'établissement du barème, abattement qui peut atteindre 50 p. 100. Aux vingt-deuxième et vingt-troisième sessions de l'Assemblée générale, un certain nombre d'observations ont été formulées au sujet du dégrèvement accordé aux pays dont le revenu par habitant est faible et au sujet de la manière dont le Comité donne suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans la résolution 2118 (XX) concernant l'attention qu'il convient de prêter, lors de la révision du barème, aux problèmes

8/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 11 (A/7611 et Corr.1, par. 16).

9/ La méthode utilisée pour accorder un dégrèvement aux pays dont le revenu par habitant est faible peut se résumer comme suit : un abattement est consenti sur le revenu national de chaque Etat Membre dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars. L'écart entre ce revenu par habitant et 1 000 dollars est exprimé en pourcentage de 1 000 dollars, et 50 p. 100 de ce pourcentage sont déduits, aux fins du calcul de la quote-part, du revenu national total du pays en question.

particuliers des pays en voie de développement. A sa session de 1969, le Comité a procédé à une étude spéciale du dégrèvement accordé aux pays dont le revenu par habitant est faible, en tenant compte des diverses suggestions faites à la Cinquième Commission. A la lumière de ces observations, le Comité a étudié en détail les effets qu'ont sur le barème les dégrèvements actuellement accordés aux pays dont le revenu par habitant est faible, ainsi que des variantes de la formule de dégrèvement consistant soit à majorer le pourcentage d'abattement maximum soit à relever la limite actuelle en dessous de laquelle le dégrèvement est accordé, soit à faire les deux à la fois. Des opinions différentes ont été exprimées par les membres du Comité quant à la meilleure méthode à suivre pour prêter dûment attention aux pays en voie de développement lors de l'établissement du barème des quotes-parts. Les divergences de vues entre les membres, qui étaient exposées dans le rapport du Comité, se sont également manifestées dans les déclarations faites par les délégations à la Cinquième Commission, lors de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale.

20. Sur la base des statistiques du revenu national relatives aux années 1966-1968, ajustées dans le cas des pays dont le revenu par habitant est faible, le Comité a de nouveau examiné la question de l'attention à accorder aux pays en voie de développement du fait de leurs problèmes économiques et financiers particuliers, comme l'Assemblée générale le lui avait demandé dans sa résolution 2118 (XX). N'ayant pas reçu de l'Assemblée générale de nouvelles directives quant aux changements à apporter éventuellement à la méthode de dégrèvement des pays dont le revenu par habitant est faible, le Comité a appliqué, pour réviser le barème des quotes-parts, la formule actuellement en vigueur. En même temps, le Comité a décidé de s'accorder plus de latitude pour consentir des dégrèvements aux pays entrant dans cette catégorie. Lors des révisions précédentes du barème, le Comité avait prêté une attention particulière aux pays dont le revenu par habitant était inférieur à 300 dollars. Dans sa révision actuelle du barème, le Comité a décidé de continuer à accorder une attention spéciale à ces pays. Selon sa pratique habituelle, le Comité a opéré quelques légères réductions dans la quote-part des Etats faisant partie de cette catégorie, de sorte que la quote-part d'aucun de ces pays ne se trouve augmentée et que, pour beaucoup d'entre eux, elle se trouve diminuée par rapport au barème précédent. Le Comité a également prêté une attention particulière aux pays dont le revenu par habitant est supérieur à 300 dollars. Du fait des réductions apportées aux taux de contribution résultant des statistiques dans le cas des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars, la quote-part de ces pays, à de rares exceptions près, n'accuse pas d'augmentation, et, dans de nombreux cas, se trouve diminuée. Dans les rares cas où la quote-part de pays en voie de développement se trouve augmentée, ces augmentations ont été atténuées par le Comité et les quotes-parts restent inférieures au taux d'imposition découlant des données statistiques.

21. Comme il ressort du tableau ci-après, la part des dépenses de l'Organisation qui est supportée par les pays ayant un revenu par habitant inférieur à 1 000 dollars est, dans le barème présenté pour 1971-1973, nettement inférieure à ce qu'elle est dans le barème actuellement en vigueur :

Groupes d'Etats Membres classés
selon le revenu par habitant

Barème
actuel

Barème recommandé
pour 1971-1973

Pourcentage

Pourcentage

Supérieur à 1 000 dollars
500-999 dollars
300-499 dollars
Inférieur à 300 dollars

80,10

6,89

1,88

11,29

100,16

80,65

6,75

1,83

10,77

100,00

Le tableau ci-dessous indique les changements intervenus dans le nombre d'Etats Membres appartenant aux différentes catégories :

Groupes d'Etats Membres classés
selon le revenu par habitant

Barème
actuel

Barème recommandé
pour 1971-1973

Nombre d'Etats

Nombre d'Etats

Supérieur à 1 000 dollars
500-999 dollars
300-499 dollars
Inférieur à 300 dollars

17

17

16

76

126

24

18

13

71

126

Sur les 109 Etats Membres ayant un revenu par habitant inférieur à 1 000 dollars dans le barème actuel, 60 versent la quote-part minimum de 0,04 p. 100. Dans le nouveau barème présenté pour 1971-1973, les chiffres correspondants sont les suivants : 102 Etats Membres ayant un revenu par habitant inférieur à 1 000 dollars, dont 62 sont imposés au taux minimum.

22. En examinant les effets qu'a sur le barème la formule actuelle de dégrèvement appliquée aux pays dont le revenu par habitant est faible, le Comité a constaté que, pendant les trois années écoulées depuis sa dernière révision du barème, d'importants changements étaient intervenus dans la capacité relative de paiement des Etats Membres, telle qu'elle ressort des statistiques du revenu national relatives à 1966-1968, ajustées dans le cas des pays dont le revenu par habitant est faible. Le Comité a constaté par exemple que le nombre d'Etats Membres dont le revenu par habitant dépassait 1 000 dollars, et dont le taux de contribution était en conséquence calculé en fonction du total de leur produit national net, était passé de 17 à 24.

23. En ce qui concerne la suggestion faite à la Cinquième Commission, au cours de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, quant à la possibilité de prendre en considération les critères appliqués aux pays "hautement industrialisés" dont le revenu par habitant est inférieur à 1 000 dollars, le Comité des contributions, à sa session de 1969, avait examiné l'ordre dans lequel classer les Etats Membres en fonction de critères choisis pour étudier la question, et avait décidé qu'il garderait présents à l'esprit les résultats de son étude.

Toutefois, le Comité avait reconnu en même temps que l'importance pratique de la distinction proposée risquait d'être considérablement réduite lors de l'établissement des prochains barèmes par les changements intervenus dans l'économie des pays. Cette hypothèse a été confirmée par les statistiques du revenu national relatives aux années 1966-1968, que le Comité a utilisées pour sa présente révision du barème.

24. Le Comité continuera, compte tenu de l'évolution de la situation économique des divers Etats Membres, à étudier les différents éléments de la formule de dégrèvement.

ii) Atténuation des changements intervenus dans le barème

25. On constatera, en comparant le présent barème et le nouveau, d'importants changements dans les quotes-parts de certains Etats Membres. Ces changements découlent de différences entre les taux de croissance et de l'application des principes et des directives à suivre pour établir le barème. Pour certains pays, il y a eu aussi d'importants changements dans les taux de contribution découlant des statistiques. Le Comité a jugé souhaitable d'ajuster ces variations, de façon à éviter que le passage d'un barème au suivant ne provoque des fluctuations trop considérables. Selon sa procédure habituelle, qui est exposée dans les rapports précédents, le Comité a étudié de façon détaillée les variations importantes qui intervenaient dans le barème pour faire en sorte qu'elles ne soient pas excessives et soient atténuées dans une mesure compatible avec le principe fondamental de la capacité de paiement.

26. Le Comité n'a pas jugé souhaitable d'adopter, pour les augmentations des quotes-parts, une limite représentant un pourcentage fixe, estimant, comme il l'a expliqué dans des rapports précédents, que cela risquait d'avoir pour effet d'accroître l'écart entre la quote-part calculée d'après les données statistiques et la quote-part réelle dans le cas d'un pays dont l'économie se développe rapidement. De même, si le Comité adoptait, pour les réductions des quotes-parts, une limite représentant un pourcentage fixe, un pays dont la croissance économique est inférieure à la moyenne serait imposé à un taux supérieur à sa capacité de paiement. Le Comité sait bien qu'un certain nombre de ces changements sont plus visibles parmi les pays qui versent les quotes-parts les plus élevées. Dans une large mesure, cela tient à l'application des pourcentages à un chiffre de base plus important. C'est ainsi qu'une augmentation importante de la quote-part de quelques-uns des pays qui versent les contributions les plus élevées, lorsqu'elle se répercute en pourcentages sur l'ensemble du barème, tend à produire d'importantes diminutions en termes absolus pour d'autres pays dont la contribution est élevée. Le Comité s'est assuré que les changements recommandés reflètent exactement les principes et les directives régissant l'établissement du barème. Il a aussi exercé sa liberté d'appréciation pour atténuer l'ampleur de ces augmentations et diminutions de façon que les changements qui apparaissent dans le barème recommandé soient nettement moins importants qu'ils ne l'auraient été sans cela.

iii) Autres facteurs

27. Deux autres facteurs sont expressément mentionnés dans le mandat du Comité : la "désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale", et la "mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères". En ce qui concerne le premier de ces facteurs, le Comité, dans ses rapports précédents, a déjà réaffirmé la conclusion à laquelle il est parvenu et que l'Assemblée générale a acceptée, à savoir qu'il n'est plus nécessaire de tenir spécialement compte de ce facteur.

28. En ce qui concerne la mesure dans laquelle les Etats Membres peuvent se procurer des devises étrangères, le Comité a exposé dans ses rapports précédents les difficultés de la mise au point d'une méthode systématique et rationnelle qui permette de tenir compte des difficultés de paiement lors du calcul des quotes-parts de tous les Etats Membres, encore qu'il ait pris ce facteur en considération pour déterminer la quote-part de certains pays. A la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, au cours des délibérations de la Cinquième Commission, certaines délégations ont exhorté le Comité des contributions à poursuivre ses efforts pour mettre au point une conception plus systématique de ce problème lors des sessions futures. Le Comité a étudié la question compte tenu des délibérations de la Cinquième Commission, au cours desquelles il a été suggéré que le Comité, lors de la révision du barème, prenne en considération les difficultés de paiement des Etats Membres telles que, par exemple, leur dette extérieure. En conséquence, le Comité a tenu compte des données disponibles sur le service et l'amortissement de la dette extérieure des Etats Membres pour réduire légèrement les quotes-parts de certains pays. Il poursuivra l'étude de cet élément du problème général des devises étrangères, ainsi que des autres éléments des problèmes qui sont mentionnés au paragraphe 32 du rapport du Comité pour 1969.

29. Le Comité mentionne plus loin (voir par. 48) les dispositions prises par le Secrétaire général pour permettre aux Etats Membres de verser une partie de leur contribution en devises autres que le dollar des Etats-Unis. Etant donné que les Etats Membres continuent de s'intéresser à la possibilité de faire face à une partie de leurs obligations financières envers l'Organisation en devises autres que le dollar, le Comité recommande que le Secrétaire général soit autorisé à prendre des dispositions analogues pour la période 1971-1973.

30. En vertu de son mandat, le Comité est également libre, pour arriver à ses conclusions, de prendre en considération toutes données se rapportant à la capacité de paiement et tous autres facteurs appropriés. En vertu de cette disposition, le Comité, comme il est indiqué dans les rapports précédents, tient compte de la désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par les catastrophes naturelles telles que tremblement de terre, inondations, etc. En révisant le barème, le Comité a étudié ces facteurs et, le cas échéant, en a tenu compte lors de l'établissement de la quote-part de certains pays.

Principe de la contribution maximum

31. A sa douzième session, dans sa résolution 1137 (XII) du 14 octobre 1957, l'Assemblée générale a décidé qu'"en principe la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas

dépasser 30 p. 100 du total", et a donné au Comité certaines directives quant aux mesures à prendre pour établir le barème des quotes-parts pour 1958 et les années suivantes. En application de ces directives, la quote-part des Etats-Unis a été ramenée, de 33,33 p. 100 dans le barème de 1957 à 31,57 p. 100 dans le barème pour 1968-1970, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2291 (XXII) du 8 décembre 1967.

32. A sa présente session, le Comité a recherché de combien il conviendrait de réduire la quote-part de l'Etat qui verse la contribution la plus élevée, eu égard à la résolution 1137 (XII), dont le paragraphe 3 contient les dispositions suivantes :

"...

c) Par la suite, le Comité des contributions recommandera l'adoption des mesures supplémentaires qui pourront être nécessaires et appropriées pour achever la réduction;

d) Les quotes-parts des Etats Membres ne seront en aucun cas majorées du fait de la présente résolution."

33. Le Comité a constaté que, le barème pour 1970 dépassant de 0,16 p. 100 le maximum de 100 p. 100, si l'on répartit ces 0,16 p. 100 proportionnellement sur l'ensemble du barème de manière à réduire les pourcentages correspondant aux quotes-parts des Etats Membres, la quote-part des Etats-Unis se trouve ramenée à 31,52 p. 100. Compte tenu des circonstances, le Comité a décidé de recommander d'apporter à la quote-part des Etats-Unis la réduction de 0,05 p. 100 résultant de l'ajustement proportionnel du barème.

Principe du maximum par habitant

34. Le principe du maximum par habitant est énoncé dans la résolution 238 A (III) du 18 novembre 1948, dans laquelle l'Assemblée générale a reconnu qu'"en temps normal la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne doit dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée". Ce principe a été intégralement appliqué dans tous les barèmes depuis 1956.

35. Les seules quotes-parts auxquelles ce principe s'applique dans le barème présenté ici sont celles du Koweït et de la Suède. L'application intégrale de ce principe, sur la base des chiffres de population actuels, a empêché le Comité de porter la quote-part du Koweït à plus de 0,08 p. 100, pourcentage inférieur à celui qui résulterait des statistiques du revenu national koweïtien. Dans le cas de la Suède, toute augmentation de la quote-part de ce pays en sus du taux actuel de 1,25 p. 100 aurait été impossible du fait de l'application intégrale du principe du maximum par habitant. Ce taux, toutefois, est très proche de la quote-part qui résulterait des statistiques suédoises.

Quote-part minimum

36. A l'occasion de la révision du barème à sa présente session, le Comité a examiné de nouveau la question de la quote-part minimum, mais n'a pas trouvé de raison de modifier les vues qu'il avait exprimées à ce sujet dans son dernier rapport 10/. Dans le barème présenté ici pour 1971-1973, le taux minimum de 0,04 p. 100 s'applique à 63 Etats Membres.

V. CONCLUSION

37. Dans le mandat initial du Comité, l'Assemblée générale, reconnaissant qu'il était difficile de parvenir à un barème équitable uniquement par des moyens statistiques, avait laissé au Comité une certaine faculté d'appréciation pour établir le barème. Dans son rapport pour 1969, dans lequel il a réexaminé les divers critères et directives appliqués pour établir le barème, le Comité avait estimé que "grâce aux directives générales de l'Assemblée et à l'utilisation des nouvelles techniques statistiques il [pouvait], en usant judicieusement de sa faculté d'appréciation, établir un barème de quotes-parts qui assure un juste équilibre entre les intérêts des Etats Membres et reflète les réalités de leur situation économique" 11/. A la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, lorsque la Cinquième Commission a examiné le rapport du Comité des contributions, il est apparu que l'on ne pouvait trouver aucune formule mathématique qui permette de concilier les opinions diverses et souvent contradictoires qui avaient été exprimées. Le Comité en a déduit que le vœu collectif des Etats Membres était qu'il s'efforçât d'assurer une répartition équitable des dépenses de l'Organisation des Nations Unies, par un usage judicieux de sa faculté d'appréciation, en tenant compte du plus grand nombre possible des opinions soutenues par les Membres, sans jamais oublier la situation particulière des pays en voie de développement.

38. Dans ses précédents rapports, le Comité avait mentionné les problèmes qui, lorsqu'il révisait le barème conformément à son mandat, exigent du Comité un élément de jugement. Parmi ces questions, on peut citer l'évaluation des incidences des variations des prix et des taux de change, l'atténuation de changements trop marqués entre deux barèmes et l'interprétation des données statistiques. Ce sont là les éléments à propos desquels le Comité a dû exercer sa faculté d'appréciation pour établir le barème qu'il présente pour les exercices 1971-1973. Dans le cas, par exemple, des variations des prix par rapport aux taux de change, le Comité a eu l'avantage de disposer de données statistiques récentes plus complexes, qui lui ont permis de mieux apprécier certains des facteurs à prendre en considération pour établir le barème. Conformément à sa méthode habituelle, le Comité a étudié de façon détaillée les variations importantes qui intervenaient dans le barème pour faire en sorte qu'elles ne soient pas excessives et soient atténuées dans la mesure compatible avec le principe fondamental de la capacité de paiement. Le

10/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 11 (A/7611 et Corr.1), par. 41.

11/ Ibid., par. 50.

Comité estime que s'il avait atténué davantage l'une quelconque des principales augmentations ou diminutions, le barème ne pourrait pas être considéré comme reflétant les réalités économiques mondiales. Le Comité a dû également tenir compte de l'effet cumulatif qu'auraient ces majorations ou dégrèvements sur les contributions futures.

39. Le Comité a la conviction que les modifications qu'il recommande reflètent les changements intervenus dans la capacité de paiement relatives des Etats Membres pendant la période de trois ans qui s'est écoulée depuis l'établissement du barème actuel. Il considère qu'en exerçant sa faculté d'appréciation de la manière qu'il a indiquée plus haut, il a établi, entre les exigences et les intérêts contradictoires des Etats Membres, un équilibre qui, dans les circonstances actuelles, n'aurait pu être assuré par l'application d'une méthode plus rigide. Le Comité se propose de poursuivre l'examen des pratiques et de l'application des principes régissant ses travaux et d'étudier la possibilité d'apporter de nouveaux perfectionnements aux méthodes servant à l'établissement du barème.

40. Les modifications que le Comité recommande d'apporter au barème, après l'avoir révisé, apparaissent dans le tableau ci-après, où figurent : 1) les pourcentages des contributions pour 1970 qui atteignent un total de 100,16 p. 100, et 2) le barème des quotes-parts recommandé pour les années 1971, 1972 et 1973 :

BAREME DES QUOTES-PARTS

<u>Etats Membres</u>	(1)	(2)
	<u>Barème actuel</u>	<u>Barème recommandé pour 1971-1973</u>
Afghanistan	0,04	0,04
Afrique du Sud	0,52	0,54
Albanie	0,04	0,04
Algérie	0,10	0,09
Arabie Saoudite	0,05	0,07
Argentine	0,93	0,85
Australie	1,52	1,47
Autriche	0,57	0,55
Barbade	0,04	0,04
Belgique	1,10	1,05
Birmanie	0,06	0,05
Bolivie	0,04	0,04
Botswana	0,04	0,04
Brésil	0,89	0,80
Bulgarie	0,18	0,18
Burundi	0,04	0,04
Cambodge	0,04	0,04
Cameroun	0,04	0,04
Canada	3,02	3,08
Ceylan	0,06	0,05
Chili	0,23	0,20
Chine	4,00	4,00
Chypre	0,04	0,04
Colombie	0,20	0,19
Congo (République démocratique du)	0,05	0,04
Costa Rica	0,04	0,04
Côte d'Ivoire	0,04	0,04
Cuba	0,19	0,16
Dahomey	0,04	0,04
Danemark	0,62	0,62
El Salvador	0,04	0,04
Equateur	0,04	0,04
Espagne	0,92	1,04
Etats-Unis d'Amérique	31,57	31,52
Ethiopie	0,04	0,04
Finlande	0,49	0,45
France	6,00	6,00
Gabon	0,04	0,04
Gambie	0,04	0,04
Ghana	0,08	0,07
Grèce	0,29	0,29
Guatemala	0,05	0,05

<u>Etats Membres</u>	(1)	(2)
	<u>Barème actuel</u>	<u>Barème recommandé pour 1971-1973</u>
Guinée	0,04	0,04
Guinée équatoriale	0,04	0,04
Guyane	0,04	0,04
Haïti	0,04	0,04
Haute-Volta	0,04	0,04
Honduras	0,04	0,04
Hongrie	0,52	0,48
Inde	1,74	1,55
Indonésie	0,34	0,28
Irak	0,07	0,07
Iran	0,22	0,22
Irlande	0,17	0,15
Islande	0,04	0,04
Israël	0,20	0,20
Italie	3,24	3,54
Jamaïque	0,05	0,04
Japon	3,78	5,40
Jordanie	0,04	0,04
Kenya	0,04	0,04
Koweït	0,07	0,08
Laos	0,04	0,04
Lesotho	0,04	0,04
Liban	0,05	0,05
Libéria	0,04	0,04
Libye	0,04	0,07
Luxembourg	0,05	0,05
Madagascar	0,04	0,04
Malaisie	0,11	0,10
Malawi	0,04	0,04
Maldives	0,04	0,04
Mali	0,04	0,04
Malte	0,04	0,04
Maroc	0,10	0,09
Maurice	0,04	0,04
Mauritanie	0,04	0,04
Mexique	0,87	0,88
Mongolie	0,04	0,04
Népal	0,04	0,04
Nicaragua	0,04	0,04
Niger	0,04	0,04
Nigéria	0,14	0,12
Norvège	0,43	0,43
Nouvelle-Zélande	0,36	0,32
Ouganda	0,04	0,04
Pakistan	0,37	0,34
Panama	0,04	0,04
Paraguay	0,04	0,04
Pays-Bas	1,16	1,18

Etats Membres	(1) Barème actuel	(2) Barème recommandé pour 1971-1973
Pérou	0,10	0,10
Philippines	0,34	0,31
Pologne	1,47	1,41
Portugal	0,16	0,16
République arabe unie	0,20	0,18
République centrafricaine	0,04	0,04
République Dominicaine	0,04	0,04
République populaire du Congo	0,04	0,04
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,51	0,50
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,93	1,87
République-Unie de Tanzanie	0,04	0,04
Roumanie	0,36	0,36
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,62	5,90
Rwanda	0,04	0,04
Sénégal	0,04	0,04
Sierra Leone	0,04	0,04
Singapour	0,05	0,05
Somalie	0,04	0,04
Souaziland	0,04	0,04
Soudan	0,05	0,04
Suède	1,25	1,25
Syrie	0,04	0,04
Tchad	0,04	0,04
Tchécoslovaquie	0,92	0,90
Thaïlande	0,13	0,13
Togo	0,04	0,04
Trinité-et-Tobago	0,04	0,04
Tunisie	0,04	0,04
Turquie	0,35	0,35
Union des Républiques socialistes soviétiques	14,61	14,18
Uruguay	0,09	0,07
Venezuela	0,45	0,41
Yémen	0,04	0,04
Yémen du Sud	0,04	0,04
Yougoslavie	0,40	0,38
Zambie	0,04	0,04
	<hr/> 100,16 <hr/>	<hr/> 100,00 <hr/>

VI. AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

Quotes-parts des Etats non membres

41. Par sa résolution 2291 (XXII) du 8 décembre 1967, l'Assemblée générale a approuvé les taux suivant lesquels les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies mais qui participent à certaines de ses activités, devraient être invités à verser des contributions représentant leur part du coût de ces activités en 1968, 1969 et 1970. A sa présente session, le Comité des contributions a revu ces taux sur la base des statistiques du revenu national pour les années 1966-1968. Pour déterminer le pourcentage qu'il recommande maintenant pour 1971-1973, le Comité applique les mêmes principes que dans le cas des Etats Membres. Il a tenu compte du même dégrèvement pour les pays dont le revenu par habitant est faible et il a calculé les taux en comparant le revenu ajusté de chaque pays au total des revenus ajustés des Etats Membres auxquels ne s'appliquent pas les règles de la "contribution maximum", de la "quote-part minimum" et du "maximum par habitant".

42. En conclusion de son examen, le Comité recommande que les Etats qui ne sont pas membres de l'ONU mais qui participent à certaines de ses activités soient appelés à verser des contributions représentant leur part du coût de ces activités conformément au barème suivant :

<u>Etats non membres</u>	<u>Pourcentages</u>	
	<u>Pour</u> <u>1968-1970</u>	<u>Recommandés pour</u> <u>1971-1973</u>
Liechtenstein	0,04	0,04
Monaco	0,04	0,04
République de Corée	0,12	0,11
République du Viet-Nam	0,07	0,07
République fédérale d'Allemagne	7,01	6,80
Saint-Marin	0,04	0,04
Saint-Siège	0,04	0,04
Suisse	0,86	0,84

Ces taux sont recommandés sous réserve de consultations éventuelles avec les gouvernements intéressés.

43. Les activités de l'ONU pour lesquelles les Etats non membres seront appelés à verser une contribution calculée d'après le barème recommandé au paragraphe 42 ci-dessus sont les suivantes :

Cour internationale de Justice

Liechtenstein
Saint-Marin
Suisse

Contrôle international des stupéfiants

Liechtenstein
Monaco
République de Corée
République du Viet-Nam
République fédérale d'Allemagne
Saint-Marin
Suisse

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

République de Corée
République du Viet-Nam

Commission économique pour l'Europe

République fédérale d'Allemagne

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Liechtenstein
Monaco
République de Corée
République du Viet-Nam
République fédérale d'Allemagne
Saint-Marin
Saint-Siège
Suisse

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Liechtenstein
Monaco
République de Corée
République du Viet-Nam
République fédérale d'Allemagne
Saint-Siège
Suisse

44. Le Comité appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur la possibilité d'utiliser les pourcentages spécifiés au paragraphe 42 ci-dessus pour toutes autres activités de l'Organisation des Nations Unies auxquelles des Etats non membres participeront et pour lesquelles ces Etats pourront être appelés à verser des contributions.

Recouvrement des contributions

45. Aux termes de son mandat, le Comité est notamment chargé d'"étudier les mesures à prendre au cas où des Etats seraient en défaut dans le paiement de leur contribution et de faire rapport à leur sujet", et à cet égard de "donner un avis à l'Assemblée générale sur l'application de l'Article 19 de la Charte".

46. Le Comité a pris acte d'un rapport du Secrétaire général qui indiquait qu'à la date de la fin de sa session, six Etats Membres, à savoir la Bolivie, le Dahomey, l'Equateur, Haïti, la République Dominicaine et le Yémen étaient en retard dans le paiement de leurs contributions au budget ordinaire de l'ONU, au sens de l'Article 19 de la Charte. Le Comité a décidé d'autoriser son Président, si celui-ci le juge nécessaire, à faire paraître à ce sujet un additif au présent rapport à une date ultérieure.

Recouvrement des contributions versées en monnaies
autres que le dollar des Etats-Unis

47. Par sa résolution 2291 (XXII) du 8 décembre 1967, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à accepter, à sa discrétion et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour les exercices 1968, 1969 et 1970 soit versée dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

48. Le Comité a pris acte du rapport du Secrétaire général sur les dispositions prises, sous réserve de certaines conditions, pour permettre le versement d'une partie des contributions des Etats Membres pour l'exercice 1970 en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Ce rapport indiquait que sept Etats Membres avaient profité des facilités qui leur étaient offertes pour verser leur contribution en l'une ou l'autre des monnaies acceptables autres que le dollar des Etats-Unis.

49. Le Comité recommande que le Secrétaire général soit autorisé à prendre des dispositions analogues pour la période 1971-1973 et que la portée de ces dispositions soit aussi large que possible.

Barèmes des contributions des institutions spécialisées

50. L'Assemblée générale, par sa résolution 311 B (IV) du 24 novembre 1949, a autorisé le Comité "à faire des recommandations ou à donner des avis au sujet du barème des contributions à toute institution spécialisée qui lui en fera la demande".

51. Conformément aux dispositions prises par le Comité en application de la résolution susmentionnée, le Secrétaire général communique également aux institutions spécialisées, sur leur demande, des données statistiques et autres renseignements pertinents, notamment la formule utilisée pour calculer le dégrèvement accordé aux pays dont le revenu par habitant est faible ainsi que d'autres explications touchant les méthodes utilisées par le Comité. Aucune institution spécialisée n'a présenté de demande de cette nature.

Date de la prochaine session du Comité

52. S'il est nécessaire de tenir une session en 1971, le Comité estime que la date devrait en être fixée aux alentours du 20 avril.

VII. RECOMMANDATIONS DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

53. Le Comité des contributions recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit :

a) Le barème des quotes-parts pour le calcul des contributions des Etats Membres au budget de l'Organisation des Nations Unies pour les exercices 1971, 1972 et 1973 sera le suivant :

<u>Etats Membres</u>	<u>Pourcentages</u>
Afghanistan	0,04
Afrique du Sud	0,54
Albanie	0,04
Algérie	0,09
Arabie Saoudite	0,07
Argentine	0,85
Australie	1,47
Autriche	0,55
Barbade	0,04
Belgique	1,05
Birmanie	0,05
Bolivie	0,04
Botswana	0,04
Brésil	0,80
Bulgarie	0,18
Burundi	0,04
Cambodge	0,04
Cameroun	0,04
Canada	3,08
Ceylan	0,05
Chili	0,20
Chine	4,00
Chypre	0,04
Colombie	0,19
Congo (République démocratique du)	0,04
Costa Rica	0,04
Côte d'Ivoire	0,04
Cuba	0,16
Dahomey	0,04
Danemark	0,62
El Salvador	0,04
Equateur	0,04

Etats MembresPourcentages

Espagne	1,04
Etats-Unis d'Amérique	31,52
Ethiopie	0,04
Finlande	0,45
France	6,00
Gabon	0,04
Gambie	0,04
Ghana	0,07
Grèce	0,29
Guatemala	0,05
Guinée	0,04
Guinée équatoriale	0,04
Guyane	0,04
Haïti	0,04
Haute-Volta	0,04
Honduras	0,04
Hongrie	0,48
Inde	1,55
Indonésie	0,28
Irak	0,07
Iran	0,22
Irlande	0,15
Islande	0,04
Israël	0,20
Italie	3,54
Jamaïque	0,04
Japon	5,40
Jordanie	0,04
Kenya	0,04
Koweït	0,08
Laos	0,04
Lesotho	0,04
Liban	0,05
Libéria	0,04
Libye	0,07
Luxembourg	0,05
Madagascar	0,04
Malaisie	0,10
Malawi	0,04
Maldives	0,04
Mali	0,04
Malte	0,04
Maroc	0,09
Maurice	0,04
Mauritanie	0,04
Mexique	0,88
Mongolie	0,04
Népal	0,04
Nicaragua	0,04

Etats MembresPourcentages

Niger	0,04
Nigéria	0,12
Norvège	0,43
Nouvelle-Zélande	0,32
Ouganda	0,04
Pakistan	0,34
Panama	0,04
Paraguay	0,04
Pays-Bas	1,18
Pérou	0,10
Philippines	0,31
Pologne	1,41
Portugal	0,16
République arabe unie	0,18
République centrafricaine	0,04
République Dominicaine	0,04
République populaire du Congo	0,04
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,50
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,87
République-Unie de Tanzanie	0,04
Roumanie	0,36
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5,90
Rwanda	0,04
Sénégal	0,04
Sierra Leone	0,04
Singapour	0,05
Somalie	0,04
Souaziland	0,04
Soudan	0,04
Suède	1,25
Syrie	0,04
Tchad	0,04
Tchécoslovaquie	0,90
Thaïlande	0,13
Togo	0,04
Trinité-et-Tobago	0,04
Tunisie	0,04
Turquie	0,35
Union des Républiques socialistes soviétiques	14,18
Uruguay	0,07
Venezuela	0,41
Yémen	0,04
Yémen du Sud	0,04
Yougoslavie	0,38
Zambie	0,04
	<hr/>
	100,00

b) Sous réserve de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le barème des quotes-parts qui figure à l'alinéa a ci-dessus sera revu en 1973 par le Comité des contributions et un rapport à ce sujet sera soumis pour examen à l'Assemblée générale lors de sa vingt-huitième session;

c) Nonobstant les dispositions de l'article 5.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général pourra accepter, à sa discrétion et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour les exercices 1971, 1972 et 1973 soit versée dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis;

d) Sous réserve de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies, mais qui participent à certaines de ses activités, seront appelés à verser des contributions représentant leur part du coût de ces activités en 1971, 1972 et 1973 d'après le barème suivant :

<u>Etats non membres</u>	<u>Pourcentages</u>
Liechtenstein	0,04
Monaco	0,04
République de Corée	0,11
République du Viet-Nam	0,07
République fédérale d'Allemagne	6,80
Saint-Marin	0,04
Saint-Siège	0,04
Suisse	0,84

étant entendu que les Etats énumérés ci-après seront appelés à contribuer :

i) A la Cour internationale de Justice :

Liechtenstein,
Saint-Marin,
Suisse;

ii) Au contrôle international des stupéfiants :

Liechtenstein,
Monaco,
République de Corée,
République du Viet-Nam,
République fédérale d'Allemagne,
Suisse;

iii) A la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient :

République de Corée,
République du Viet-Nam;

iv) A la Commission économique pour l'Europe :

République fédérale d'Allemagne;

v) A la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement :

Liechtenstein,
Monaco,
République de Corée,
République du Viet-Nam,
République fédérale d'Allemagne,
Saint-Marin,
Saint-Siège,
Suisse;

vi) A l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel :

Liechtenstein,
Monaco,
République de Corée,
République du Viet-Nam,
République fédérale d'Allemagne,
Saint-Siège,
Suisse.

ANNEXE

MANDAT DU COMITE

A

MANDAT INITIAL

Le mandat initial du Comité des contributions est énoncé aux paragraphes 13 et 14 de la section 2 du chapitre IX du rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies a/ et dans le rapport de la Cinquième Commission en date du 11 février 1946 b/; il a été adopté par l'Assemblée générale au cours de la première partie de sa première session le 13 février 1946 (résolution 14 A (I), par. 3).

Les paragraphes pertinents du rapport de la Commission préparatoire, qui comprennent les amendements de la Cinquième Commission, sont les suivants :

"Répartition des dépenses

13. Les dépenses de l'Organisation seraient réparties, d'une manière générale, selon la capacité de paiement. Il est toutefois difficile de mesurer cette capacité uniquement par des moyens statistiques et impossible d'arriver à une formule précise. A première vue, des évaluations comparées du revenu national fourniraient, semble-t-il, le critère le plus équitable. Les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour éviter des anomalies dans la répartition seraient les suivants :

- a) Le revenu comparé par habitant;
- b) La désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale;
- c) La mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères.

a/ Rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies (PC/20).

b/ Documents officiels de l'Assemblée générale, première partie de la première session, séances plénières, annexe 19 (A/44).

Il conviendrait encore de se mettre en garde contre deux tendances opposées : certains Membres désireront peut-être diminuer indûment l'importance de leurs contributions, alors que d'autres désireront l'augmenter sans autre motif que des raisons de prestige. Si l'on fixe un plafond aux contributions, il ne faut pas que cela empêche de discerner clairement le rapport entre la contribution d'une nation et sa capacité de paiement. Il faudrait laisser le Comité libre de prendre en considération, pour arriver à ses conclusions, toutes données se rapportant à la capacité de paiement et tous autres éléments appropriés. Le barème, une fois fixé par l'Assemblée générale, ne devrait pas être soumis à une révision générale pendant un minimum de trois ans, ou à moins qu'il ne se soit manifestement produit des changements importants dans la capacité de paiement des Membres les uns par rapport aux autres.

14. Le Comité aurait encore les attributions ci-après :

a) Soumettre des recommandations à l'Assemblée générale sur les contributions des nouveaux Membres;

b) Examiner les demandes formulées par des Membres en vue d'une modification de l'assiette de leur contribution et faire rapport à l'Assemblée générale;

c) Etudier les mesures à prendre au cas où des Etats seraient en défaut dans le paiement de leur contribution et faire rapport à leur sujet.

Donner alors un avis à l'Assemblée générale sur l'application de l'Article 19 de la Charte."

B

RESOLUTION 238 A (III) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 18 NOVEMBRE 1948

"L'Assemblée générale,

Reconnaissant

a) Qu'en temps normal aucun Etat Membre ne doit, pour aucune année, contribuer pour plus d'un tiers à couvrir les dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies;

b) Qu'en temps normal la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne doit dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;

c) Que le Comité des contributions a besoin, pour l'exécution de sa tâche, de renseignements statistiques plus satisfaisants;

En conséquence,

1. Confirme le mandat du Comité des contributions que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution du 13 février 1946 (résolution 14 A (I), par. 3);
2. Invite les Etats Membres à seconder le Comité des contributions en lui fournissant les statistiques dont ils disposent et tous autres renseignements indispensables au Comité pour l'accomplissement de sa tâche;
3. Accepte le principe de la fixation d'un maximum pour le pourcentage des contributions de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;
4. Charge le Comité des contributions, en attendant qu'un barème de caractère plus permanent soit proposé, de présenter une recommandation sur la façon dont on peut utiliser les contributions supplémentaires provenant :
a) de l'admission de nouveaux Membres, et b) de l'augmentation de la capacité de paiement de certains Membres, pour corriger les imperfections du barème actuel ou encore pour réduire le taux des contributions des Membres actuels;
5. Décide que, lorsqu'on aura supprimé les imperfections du barème actuel et qu'on proposera un barème de caractère plus permanent, au moment où la situation économique mondiale s'améliorera, l'Assemblée générale fixera le taux de la contribution maximum pour la quote-part la plus élevée."

C

RESOLUTION 665 (VII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 5 DÉCEMBRE 1952

"L'Assemblée générale,

1. Constate avec satisfaction les mesures que le Comité des contributions a prises pour mettre en oeuvre les recommandations contenues dans la résolution 582 (VI) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1951, en tenant davantage compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible, et prie instamment le Comité de poursuivre ses efforts dans ce sens;
2. Donne pour instruction au Comité des contributions de ne pas prendre d'autres mesures touchant le maximum par habitant, tant que l'Organisation n'aura pas admis de nouveaux Membres ou que la situation économique des Membres actuels ne se sera pas assez améliorée pour que l'on puisse apporter au barème des ajustements progressifs;
3. Décide qu'à partir du 1er janvier 1954, la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée ne devra pas dépasser le tiers du total des contributions des Membres;

..."

RESOLUTION 876 A (IX) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 4 DÉCEMBRE 1954

"L'Assemblée générale,

1. Réaffirme la décision adoptée à sa septième session /résolution 665 (VII)/ de ne pas prendre d'autres mesures touchant le maximum par habitant, tant que l'Organisation n'aura pas admis de nouveaux Membres ou que la situation économique des Membres actuels ne sera pas assez améliorée pour que l'on puisse apporter des ajustements progressifs au barème de répartition des dépenses;

2. Réaffirme sa résolution 582 (VI) du 21 décembre 1951, dans laquelle elle a invité le Comité des contributions à tenir davantage compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible, et prescrit au Comité de continuer de le faire à l'avenir;

3. Donne pour instruction au Comité des contributions d'appliquer dorénavant la décision mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus pour l'établissement du barème de répartition des contributions, de façon que la quote-part des Membres dont la contribution est limitée en application du principe du maximum par habitant ne soit pas portée au-dessus du niveau approuvé pour le budget de 1955 tant qu'il n'y aura pas parité entre leur contribution par habitant et la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée, et de façon que des ajustements en diminution interviennent lorsque les conditions énoncées dans la résolution 665 (VII), du 5 décembre 1952, se trouveront remplies ou lorsque des changements dans le revenu national relatif justifieront une réduction des contributions."

E

RESOLUTION 1137 (XII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 14 OCTOBRE 1957

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 14 (I) du 13 février 1946, 238 (III) du 18 novembre 1948 et 665 (VII) du 5 décembre 1952, concernant la répartition, entre les Etats Membres, des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et la fixation du pourcentage que ne doit dépasser la quote-part d'aucun Etat Membre,

Notant que, lorsque ce plafond a été fixé à 33,33 p. 100 à compter du 1er janvier 1954, l'Organisation comprenait soixante Etats Membres,

Notant en outre que, depuis le 1er janvier 1954, vingt-deux Etats ont été admis à l'Organisation,

Rappelant sa résolution 1087 (XI) du 21 décembre 1956, en vertu de laquelle les quotes-parts des seize premiers Etats admis à l'Organisation depuis le 1er janvier 1954 ont été incluses dans le barème régulier des contributions pour 1956 et 1957 et ont servi à réduire la quote-part de tous les Etats Membres, à l'exception de celui qui verse la contribution la plus élevée et de ceux qui versent la contribution minimum,

Notant qu'il y a maintenant six nouveaux Etats Membres - la Fédération de Malaisie, le Ghana, le Japon, le Maroc, le Soudan et la Tunisie - dont la quote-part n'a encore été ni fixée par le Comité des contributions, ni incluse dans les 100 p. 100 du barème des quotes-parts,

Décide ce qui suit :

1. En principe, la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas dépasser 30 p. 100 du total;

...

3. Lorsqu'il préparera le barème des quotes-parts pour 1958 et pour les exercices ultérieurs, le Comité des contributions agira comme suit :

a) Les quotes-parts fixées par le Comité des contributions pour 1958 en ce qui concerne la Fédération de Malaisie, le Ghana, le Japon, le Maroc, le Soudan et la Tunisie seront incluses dans les 100 p. 100 du barème de 1958; pour cette opération, on utilisera la somme des quotes-parts des six Etats Membres précités afin de réduire proportionnellement les quotes-parts de tous les Etats Membres - à l'exception de ceux qui versent la quote-part minimum - en tenant compte du principe du maximum par habitant et de toute réduction qui pourrait devenir nécessaire une fois que le Comité des contributions aura examiné, à sa session commençant le 15 octobre 1957, les recours relatifs à des recommandations antérieures dudit Comité;

b) Au cours de la période de trois ans correspondant au prochain barème des quotes-parts (1959-1961), le Comité des contributions recommandera de nouvelles mesures en vue de réduire la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée, lorsque de nouveaux Etats seront admis à l'Organisation des Nations Unies;

c) Par la suite, le Comité des contributions recommandera l'adoption des mesures supplémentaires qui pourront être nécessaires et appropriées pour achever la réduction;

d) Les quotes-parts des Etats Membres ne seront en aucun cas majorées du fait de la présente résolution."

F

RESOLUTION 1927 (XVIII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 11 DÉCEMBRE 1963

"L'Assemblée générale,

...

2. Prie le Comité des contributions, en calculant les quotes-parts, de prêter dûment attention aux pays en voie de développement en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers;

..."

G

RESOLUTION 2118 (XX) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE 21 DÉCEMBRE 1965

"L'Assemblée générale,

...

2. Prend acte avec satisfaction des mesures prises par le Comité des contributions pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1927 (XVIII), concernant l'attention qu'il convient de prêter aux pays en voie de développement, et prie le Comité, en calculant les quotes-parts, de continuer à s'efforcer de prêter dûment attention à la situation de ces pays en raison de leurs problèmes économiques et financiers particuliers."

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.